

La France prend "au sérieux" les menaces du GSPC

La France a affirmé qu'elle prenait "au sérieux" les menaces du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), un mouvement allié du réseau terroriste al-Qaïda, qui a appelé, hier, les Algériens à combattre les Français.

"Ces menaces sont prises au sérieux, elles sont analysées par les services compétents qui traitent des questions de renseignement", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Jean-Baptiste Mattéi.

"Nous suivons de très près le GSPC et ce qui touche aux activités de ce groupe", a-t-il déclaré en soulignant que "nous prenons les menaces terroristes très au sérieux d'où qu'elles viennent".

Il n'a toutefois pas voulu donner plus de précision, faisant valoir que "cela touche à des questions de renseignement, et sur ces questions-là, nous restons habituellement



Le chef du GSPC, Abou Moussaab, et du guide spirituel du groupe, Sheikh Ahmed Abu al-Baraa. Ph. : D. R.

très discrets". M. Mattéi n'a également pas fait état d'un renforcement à ce stade des conseils de sécurité aux Français résidant en Algérie. Selon le Quai d'Orsay, environ 40 000 Français, dont de

nombreux bi-nationaux, sont enregistrés auprès des services consulaires français en Algérie. Dans un message mis en ligne sur des sites islamistes, le chef du GSPC, Abou Moussaab Abdel

Quadoud, alias Abdelmalek Droukhal, lance à l'adresse du "peuple algérien musulman": "Combattez les ressortissants de France et les agents des croisés qui occupent notre terre."

IRAQ

Le gouvernement "déterminé" à exécuter deux proches de Saddam

Le gouvernement irakien est "déterminé" à exécuter dans les prochains jours deux anciens dirigeants du régime de Saddam Hussein, condamnés à mort en même temps que l'ancien président pendu le 30 décembre, a-t-on appris mardi de source officielle. "Il y a des choses techniques à régler. Le gouvernement est déterminé à appliquer les sentences prononcées par la justice irakienne" contre Barzan al-Tikriti et Awad al-Bandar, a déclaré au cours d'une conférence de presse le porte-parole du Premier ministre Nouri al-Maliki, Ali al-Dabbagh.

"Nous allons les exécuter dans quelques jours. Je ne peux pas vous donner de date, mais le Premier ministre prendra une décision dans les prochains jours", a précisé M. Dabbagh. Le demi-frère de Saddam Hussein, Barzan al-Tikriti, ex-chef des services secrets, et Awad al-Bandar, ancien président du tribunal révolutionnaire, ont été condamnés à la peine capitale le 5 novembre avec Saddam Hussein pour le massacre de 148 villageois chiites dans les années 1980.

L'ex-dictateur a été pendu le premier jour de l'Aïd al Adha, la fête musulmane du sacrifice, dans une caserne du nord de Baghdad.

Prévue le jour même, l'exécution de Barzan al-Tikriti et d'Awad al-Bandar avait été ajournée au dernier moment. Depuis, elle est restée en suspens en raison des pressions internationales liées à la diffusion sur Internet d'un vidéo pirate de la pendaison de Saddam Hussein.

Une vidéo officielle, tournée quelques instants avant l'exécution de Saddam Hussein, qui semblait très digne, avait été diffusée à la télévision. Sans bande sonore, elle ne montrait pas la pen-

dition en elle-même.

Mais une vidéo pirate, réalisée avec un téléphone portable et diffusée sur Internet, avait vite révélé que Saddam Hussein avait été insulté et pris à partie jusqu'à ses derniers instants. Ce film a profondément choqué les sunnites irakiens et a suscité de nombreuses critiques au sein de la communauté internationale, en particulier dans les pays arabes. Le Premier ministre avait ordonné une enquête sur cette vidéo pirate. Dans ce cadre, deux employés du ministère de la Justice, des "gardes" présents lors de la pendaison, ont été arrêtés, sans qu'on sache précisément de quoi ils sont accusés. "Le gouvernement irakien n'accepte aucune insulte à l'encontre de quelqu'un qui va être exécuté, même s'il s'agit de Saddam", a commenté à ce propos le porte-parole du Premier ministre. "Il ne s'agit que de

comportements individuels", a affirmé M. Dabbagh, soulignant que les deux personnes arrêtées avaient été "déférées devant la justice" et que "le gouvernement n'interférerait pas dans le système judiciaire".

"Le fait d'avoir filmé l'exécution ne pose pas problème. Par contre, les insultes et la diffusion de la vidéo sur Internet en sont un", a-t-il encore dit. Le procureur du Haut tribunal pénal irakien, présent au moment de la pendaison, a affirmé qu'il avait vu deux "hautes personnalités" filmer la scène sur leur téléphone portable, sans toutefois les identifier nommément.

Hier, une troisième vidéo, probablement filmée à l'aide d'un téléphone portable, était disponible sur internet. D'une durée de 27 secondes, elle montre le corps de Saddam Hussein recouvert d'un linceul sur un brancard, avec une profonde entaille sanguinolente au cou.

Cinquante insurgés tués dans les combats à Baghdad

Une cinquantaine d'insurgés sunnites ont été tués et 21 arrêtés au cours d'une opération conjointe menée depuis hier matin par des troupes américaines et irakiennes dans le quartier de Haïfa, dans le centre de Baghdad, a annoncé le ministère irakien de la Défense. "Cinquante insurgés ont été tués dans les affrontements de Haïfa et 21 autres, dont des Arabes, ont été arrêtés", a affirmé à l'AFP le porte-parole du ministère irakien de la Défense, Mohamed al-Askari. De violents combats ont fait rage toute la journée d'hier dans le quartier de Haïfa, en plein cœur de la capitale, où des troupes américaines et irakiennes ont lancé à l'aube une opération conjointe contre l'insurrection sunnite. Des tirs incessants d'armes automatiques et des détonations sourdes, tirs de mortiers et de lance-roquettes, ont résonné toute la matinée dans cette zone, survolée par un avion de chasse et des hélicoptères d'attaque américains. Deux hélicoptères de type Apache ont ouvert le feu au canon au moins à trois reprises. Les combats n'ont baissé d'intensité que dans l'après-midi, a-t-on constaté. A moins de deux kilomètres de la "zone verte", le secteur ultra-protégé de la capitale où se trouve notamment l'ambassade américaine, Haïfa est un fief de l'insurrection sunnite. Une vaste offensive avait déjà été menée en 2005 pour tenter d'en chasser les "moujahidines" irakiennes (insurgés).

FUSILLADES EN TUNISIE

Le chef d'un groupe salafiste éliminé

Le chef du groupe "salafiste" impliqué dans des accrochages sanglants avec les forces de sécurité en Tunisie fin décembre et début janvier, est mort succombant à ses blessures après un affrontement à Soliman (40 km au sud de Tunis), a affirmé hier le quotidien *Echourouk*. Ce journal privé, généralement proche du pouvoir, affirme que les affrontements ont impliqué un "groupe salafiste actif au Maghreb", dont le chef, un certain Lassad Sassi, a été blessé et capturé le 3 janvier, avant de succomber à ses blessures. Les autorités ont indiqué que ces accrochages survenus les 23 décembre et 3 janvier se sont soldés par la mort de 12 personnes et 15 arrestations. Depuis, aucune indication n'a été fournie sur l'identité des personnes impliquées et la nature criminelle ou politique de leurs projets, les autorités arguant d'une "instruction en cours". Le quotidien français *Libération* avait révélé le 5 janvier le nom du chef de la bande, Lassad Sassi, indiquant qu'il s'agit d'un "ancien gendarme tunisien originaire de Bir-El-Bey, (près de Grombalia au sud de Tunis, Ndlr), qui serait passé auparavant par l'Afghanistan et l'Algérie". Une source bien informée a confirmé à l'AFP que l'ancien gendarme avait succombé à ses blessures, dans un hôpital, après avoir été longuement interrogé par la police. *Echourouk* indique en outre que "la puissance de feu, les armes utilisées, y compris des fusils mitrailleurs et des lance-roquettes de type RPG, témoignent de la présence d'éléments bien entraînés, voire rompus au combat et au maniement des armes pour certains". Le journal, se référant à des "sources bien informées", ajoute que le numéro deux du groupe, un autre Tunisien désigné seulement par son prénom, Rabib, a été tué. Agé d'une vingtaine d'années, cet étudiant était originaire de Soliman. Selon un témoignage recueilli par l'AFP, un groupe de cinq éléments au moins s'étaient retranchés dans une habitation en construction à l'entrée de Soliman.

L'un deux s'était rendu et quatre avaient été tués à l'issue de violents accrochages avec les forces de sécurité, utilisant notamment "un char", a raconté un témoin oculaire parlant sous couvert de l'anonymat.

Des photographes de presse, dont celui de l'AFP, ont été autorisés lundi soir à prendre des photos des lieux, notamment de la maison où s'était déroulée la fusillade du 3 janvier. Dans le même temps, à Paris la sénatrice tunisienne Emna Soula affirmait lors d'un débat lundi soir sur la chaîne de télévision France 24 que "la piste salafiste est sérieusement étudiée".

Madrid "ne voit pas actuellement" comment renégocier avec l'ETA

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Alfredo Perez Rubalcaba, a déclaré hier, ne pas voir "actuellement comment reprendre le dialogue avec ETA", qui a annoncé que son cessez-le-feu permanent de mars restait en vigueur malgré son attentat meurtrier du 30 décembre à Madrid.

"Je ne vois pas actuellement comment reprendre le dialogue avec ETA", a réagi à chaud le ministre de l'Intérieur au cours d'une conférence de presse qui était consacrée à ses premiers contacts avec les chefs des groupes parlementaires en vue de mettre en œuvre des stratégies communes contre l'organisation indépendantiste basque armée.

M. Rubalcaba répondait à un journaliste lui demandant quelles conditions devaient être réunies pour une reprise des négociations avec ETA.

Dans un communiqué transmis au quotidien indépendantiste basque *Gara*, ETA a affirmé, hier, que son "cessez-le-feu permanent" annoncé en mars restait "en vigueur", tout en revendiquant l'attentat qui a fait deux morts le 30 décembre à l'aéroport de Madrid.

Cet attentat a conduit le gouvernement socialiste espagnol à mettre un "point final" au processus de paix qui avait débuté avec le cessez-le-feu permanent annoncé par l'organisation armée le 22 mars et entré en vigueur le 24 mars.

Un avion moldave s'écrase près de Baghdad

Un avion moldave, en provenance de Turquie et transportant une trentaine d'ouvriers en majorité turcs, s'est écrasé, hier près de Baghdad, tuant 30 de ses occupants et en blessant deux autres, a indiqué un diplomate turc à l'AFP.

"Selon les premières informations dont nous disposons, trente personnes ont été tuées et deux sont blessées", a-t-il dit sous couvert d'anonymat. L'appareil, de type Antonov 26, avait à son bord cinq membres d'équipage et 30 ouvriers, la plupart Turcs. Il a décollé à 06H00 locales (04H00 GMT) d'Adana, dans le sud de la Turquie.

Paris étudie la restitution de biens gelés après la chute de Saddam

Paris examine une demande des autorités irakiennes de leur restituer des biens de membres de l'ancien régime de Saddam Hussein, dont une villa sur la Côte d'Azur, "gelés" après la chute de Saddam Hussein, a indiqué, hier, le ministère des Affaires étrangères.

"C'est un débat qui est actuellement en cours, notre volonté est d'avancer et nous tenons l'ambassade d'Irak à Paris informée de la procédure", a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, interrogé à la suite d'informations du quotidien *Le Figaro* sur ce sujet.

La demande irakienne est examinée par le ministère des Affaires étrangères et celui de l'Economie, a-t-il ajouté, en indiquant que ces biens figureraient au nombre des avoirs gelés en application de la résolution 1483 du Conseil de sécurité de l'ONU du 22 mai 2003, peu après le renversement du régime de Saddam Hussein. "C'est un dossier délicat sur le plan juridique dans la mesure où il touche au droit de propriété. C'est la raison pour laquelle l'administration est tenue de s'entourer d'avis et de garanties juridiques très complets sur un sujet très complexe", a souligné M. Mattéi. M. Mattéi a confirmé qu'une villa sur la Côte d'Azur était concernée, parmi d'autres biens sur lesquels il n'a pas donné de détails. Selon *Le Figaro* d'hier, cette luxueuse propriété sur les hauteurs de Cannes avait été acquise dans les années 1980 par Barzan al-Tikriti, beau-frère de Saddam Hussein, par l'intermédiaire d'une société suisse, à l'époque où il était ambassadeur d'Irak auprès des Nations unies à Genève. Barzan al-Tikriti, ancien chef des services secrets irakiens, a été condamné à mort à Baghdad en même temps que Saddam Hussein, et attend son exécution.